

L'écologie politique contre les métropoles ?

par Éric Charmes

Depuis quelques années, les critiques des grandes villes se font plus vives, notamment du côté de l'écologie politique. Mais est-il vraiment envisageable de quitter les métropoles et de faire sécession d'avec l'ordre urbain qu'elles incarnent ?

Les critiques de la métropolisation sont vives, et variées, à gauche comme à droite¹. Cet article se penche sur la critique venue des mouvements écologiques de gauche. En 2018, la Fondation de l'écologie politique, liée à Europe Écologie les Verts et proche de la Fondation Jean-Jaurès, a attribué un prix à un pamphlet intitulé « Les métropoles barbares »², qui présente la métropole comme le lieu où les classes dominantes mettent en scène un style de vie devenu écologiquement insoutenable. Ce prix a mis en lumière des débats qui sourdaient. Il a manifesté la montée en puissance d'une critique de la valeur morale de la vie citadine, à contre-courant de l'idée, centrale dans les pensées de gauche, que les grandes villes sont les lieux de l'émancipation, de l'ouverture sur l'autre et de l'urbanité. Cette critique met aussi en cause une idée qui structure les politiques d'urbanisme, à savoir que les grandes concentrations humaines sont vertueuses pour l'environnement.

¹ Pour un aperçu on peut lire : [La métropolisation et ses ennemis - Nonfiction.fr le portail des livres et des idées](#). Voir aussi cet échange publié par la revue *Métropoles* : « [Et tout, le monde, déteste la métropole ?](#) » Entretien avec la critique sociale ([openedition.org](#)).

² [Les métropoles barbares de G.Faburel 5e Prix du livre de la FEP - Fondation de l'Écologie Politique \(fondationecolo.org\)](#).

Ainsi, on lit régulièrement dans des revues qui, à gauche, portent l'écologie politique que seules les petites villes et les campagnes ont un avenir dans le monde qui se dessine³, que la nécessaire rupture avec les modes de vie qui ont mené aux crises écologiques actuelles ne pourrait s'opérer qu'à distance des métropoles. L'auteur des *Métropoles barbares*, Guillaume Faburel, appelle ainsi dans la presse à « quitter les villes »⁴ (du moins si elles comptent plus de 30 000 habitants⁵). Et ses thèses ont gagné une visibilité importante, jusqu'à attirer l'attention d'institutions comme le Sénat⁶. Pourtant, promouvoir un « ré-empaysonnement » est une chose, condamner les métropoles en est une autre.

Ce débat est important pour les mouvements politiques de gauche. En France comme ailleurs, un enjeu clé pour eux est d'élargir leur base électorale, actuellement concentrée dans les cœurs des métropoles (pour la partie diplômée de l'électorat) et dans leurs banlieues (pour la partie populaire)⁷. Or la nouvelle critique écologique des métropoles, loin d'ouvrir la porte à un tel élargissement, ouvre plutôt une nouvelle faille. Opposant frontalement le destin des campagnes et celui des métropoles, elle divise les électors sensibles à la cause écologique, dans ce qui s'apparente à une traduction géographique de l'opposition entre décroissance et croissance verte. Cet article précise les ressorts de cette division. On commencera par insister sur ce qui ancre à gauche la nouvelle critique écologique des métropoles. On terminera en soulignant les limites de cette critique, notamment parce que la disparition des métropoles ne semble guère envisageable, ni même souhaitable.

Métropoles et métropolisation : quelques éléments de définition

³ Pour des exemples récents, voir cet entretien publié avec Matthias Rollot publié par la revue *Terrestre* (*Face à la bataille de l'eau, l'hypothèse biorégionaliste | Terrestres*) ou les articles consacrés à Guillaume Faburel par *Reporterre* : [Ah ! qu'il est doux de vivre loin des métropoles \(reporterre.net\)](#).

⁴ Voir cette tribune publiée dans *Ouest France*, reprise d'un texte publié quelques jours auparavant sur le site de *The Conversation* : [Il est grand temps de quitter les villes, voici pourquoi - Edition du soir Ouest-France - 25/01/2023](#).

⁵ Voir notamment cet entretien [Guillaume Faburel : « Il faut en finir avec le genre métropolitain » | Géographies en mouvement \(geographiesenmouvement.com\)](#).

⁶ Rapport d'information de Jean-Pierre Sueur, publié en juin 2023 : [Osons le retour de l'aménagement du territoire : les enjeux de l'occupation du sol dans les prochaines décennies - Sénat \(senat.fr\)](#)

⁷ C'est, pour le cas de la France, la thèse développée par Julia Cagé et Thomas Piketty, thèse qui gagnerait à être affirmée par un retravail des catégories géographiques mobilisées : [Une histoire du conflit politique sans géographie - Métropolitiques \(metropolitiques.eu\)](#).

En France, le terme « métropole » recouvre plusieurs acceptions. L'une d'elles, qui désigne le territoire européen de la France, n'intéresse pas cet article. Une autre est relativement récente. Elle renvoie à un dispositif institutionnel, une forme d'intercommunalité créée par une loi votée en 2014 et dite MAPTAM (pour « Modernisation de l'action publique territoriale et affirmation des métropoles »). Initialement destiné à conforter les capacités d'action des plus grandes villes françaises face à la concurrence internationale, ce statut a été étendu à des villes moyennes et concerne à présent 21 villes, dont Dijon, Nancy ou Orléans. En tant qu'intercommunalité, la Métropole (ci-après, avec un M majuscule) rassemble généralement la ville centre et ses banlieues.

Pour la géographie, seules les villes d'une certaine taille peuvent prétendre au statut de métropole (avec un m minuscule). En France, en dehors de Paris, unique métropole de rang mondial, peu de villes pèsent de manière significative sur la scène internationale. Ces villes polarisent un territoire qui déborde largement les limites des Métropoles. Pour donner quelques ordres de grandeur, ce que l'INSEE appelle l'aire d'attraction des villes compte dans le cas de Lyon près de 400 communes, quand la Métropole de Lyon rassemble 59 communes. Et certains géographes considèrent que la définition des aires d'attraction est loin de rendre compte de l'étendue du phénomène. Ainsi, les agences d'urbanisme de Lyon et de Saint-Étienne travaillent de concert sur ce qu'elles appellent l'aire métropolitaine de Lyon Saint-Étienne, qui compte près d'un millier de communes. L'étendue de ce territoire est à la mesure de l'influence de Lyon en Europe du Sud, dans un ensemble dominé par Barcelone et Milan. Paris polarise quant à elle un territoire que certains géographes n'hésitent pas à étendre à la France entière (pour comprendre pourquoi il suffit de penser aux résidences secondaires).

Les grandes villes ne sont donc qu'une partie des aires métropolitaines. Ces aires comprennent aussi des chefs-lieux de canton, et les espaces dits ruraux, les villages, en sont une composante importante. Réciproquement, la métropolisation est devenue un trait significatif de la ruralité.

Contre le C40, le retour à la terre

Les critiques écologiques de la ville ne sont pas nouvelles. Les grandes concentrations urbaines sont depuis longtemps mises en cause en raison de la congestion automobile et de la pollution, mais aussi dans la perspective d'une reconnexion à la nature, en défense d'un cadre de vie moins artificiel. Ces critiques ont été particulièrement vives à partir de la fin des années 1960, et ont alimenté de nombreux « retours à la terre »⁸. À partir des années 1980 cependant, non sans lien avec les dynamiques de gentrification qui prenaient corps, s'est progressivement affirmée l'idée que vivre au cœur d'une grande ville était plus favorable à l'environnement, notamment en raison d'une moindre dépendance à l'automobile et d'une consommation des terres agricoles plus réduite. L'image d'une densité vertueuse pour l'environnement s'est ancrée dans les esprits, jusqu'à s'imposer dans les textes de loi, depuis notamment la loi Solidarité et Renouvellement urbain de 2000 jusqu'à la loi Climat et Résilience de 2021, loi qui a fixé l'objectif d'une artificialisation nette égale à zéro à partir de 2050. Ces textes visent à limiter l'étalement urbain et à concentrer les constructions nouvelles dans les zones déjà urbanisées.

Ce mouvement est international. Ces idées sont par exemple au cœur du C40, une organisation qui rassemble des maires de grande ville pour « lutter contre le dérèglement climatique »⁹. Cette association, fondée en 2005, et actuellement présidée par le maire de Londres, Shadiq Kan, a été dirigée de 2016 à 2019 par Anne Hidalgo. Le C40 porte l'idée non seulement que la densité est vertueuse, mais aussi que les grandes villes sont à l'avant-garde de la transition écologique, que c'est avec elles et par elles que la bataille contre les crises écologiques peut être gagnée, parce qu'elles concentrent les capacités d'innovation, à la fois en compétences et en moyens financiers.

Les fondements scientifiques de ces discours en faveur de la densité sont fragiles. De nombreux travaux soulignent l'influence relativement secondaire des formes urbaines sur l'écologie *par rapport* aux modes de consommation et au niveau

⁸ Voir les travaux de Catherine Rouvière et notamment cet ouvrage : [Retourner à la terre \(openedition.org\)](https://www.openedition.org/).

⁹ Pour plus d'information, on peut se reporter au site du C40 : [C40 Villes - Un réseau mondial de maires prenant des mesures urgentes pour le climat](https://www.c40.org/).

de vie¹⁰. La différence entre les ménages est avant tout déterminée par leur revenu. Quand on a peu de ressources, la sobriété s'impose d'elle-même. Et même si on compare des ménages à revenus équivalents, l'avantage des grandes concentrations urbaines n'est pas toujours très net. Certes, c'est dans les grands centres urbains que l'on se déplace le plus en vélo, à pied ou en transports en commun. Et c'est aussi dans les grands centres urbains que l'on peut faire des économies d'échelle, par exemple en rentabilisant un réseau de chaleur. Mais les habitants des grandes villes cultivent moins souvent un potager, ou ont plus tendance à prendre l'avion pour un week-end. Tout ceci était connu, mais n'empêchait pas de considérer que la densité était vertueuse.

Depuis quelques années cependant, l'idée que les grandes concentrations urbaines sont favorables à des modes de vie plus écologiques a été mise en cause par la montée en puissance de critiques plus radicales, visant l'économie capitaliste dans son ensemble et défendant des formes de décroissance. Pour une part grandissante des mouvements écologistes, il semble impossible de réduire suffisamment les impacts des modes de vie des pays riches en continuant à habiter les métropoles. Les métropoles ne leur semblent avoir un avenir que dans les rêves « cornucopiens » et le « technosolutionnisme ». De leur point de vue, les récits faisant des grandes villes l'avant-garde de la transition écologique ne sont que du *greenwashing*, une manière de défendre un processus, la métropolisation, dont les fondements sont tout sauf écologiques.

Une enquête reste à mener, mais les fondements philosophiques de cette critique ne semblent pas directement géographiques. On les trouve dans l'écoféminisme¹¹ ou dans l'écologie politique libertaire¹². On retiendra ici un ouvrage récent d'Aurélien Berlan. Son titre, *Terre et Liberté*¹³, fait explicitement référence à *Abondance et Liberté* de Pierre Charbonnier, livre auquel Berlan reproche de négliger

¹⁰ Pour une synthèse de la littérature scientifique sur les émissions de gaz à effet de serre voir : [Land-use and transport planning – A field of complex cause-impact relationships. Thoughts on transport growth, greenhouse gas emissions and the built environment - ScienceDirect.](#)

¹¹ A ce sujet voir notamment *Quotidien politique* publié en 2021 par Geneviève Pruvost : [Quotidien politique - Geneviève Pruvost - Éditions La Découverte \(editionsladecouverte.fr\).](#)

¹² Voir ce panorama des textes fondateurs proposé par Patrick Chastenot : [Des racines et des fruits - La Vie des idées \(laviedesidees.fr\).](#)

¹³ Ouvrage recensé par Sylvaine Bulle pour *La vie des idées* : [Les vertus de la subsistance - La Vie des idées \(laviedesidees.fr\).](#)

les pensées de la décroissance¹⁴. *Terre et Liberté* est une réflexion philosophique sur la possibilité de remettre radicalement en cause nos dépendances à des objets et des systèmes techniques sans pour autant sacrifier notre liberté. L'argument principal est que la délivrance des contraintes matérielles par la technique est une fuite en avant, non seulement écologique, car elle se heurte aux limites planétaires, mais aussi sociales, car la délivrance est toujours inégale, reposant inévitablement sur l'exploitation de travailleurs. Face à ce constat, Berlan, très inspiré par l'écoféminisme¹⁵, développe l'idée que l'on ne peut être véritablement libre qu'en acceptant les contraintes de la vie matérielle, c'est-à-dire en faisant autant que possible soi-même, notamment en prélevant directement dans son environnement. C'est une chose de réduire le chauffage dans son appartement, c'en est une autre de couper soi-même son bois. C'est une chose de limiter sa consommation de viande, c'en est une autre de s'occuper de son poulailler et de cultiver ses légumes. En faisant soi-même, non seulement on éprouve plus directement ce que l'on fait à la nature, mais on réduit ses dépendances aux systèmes techniques et on évite de faire travailler les autres pour soi. Dans cette perspective, la décroissance n'apparaît plus comme une contrainte à laquelle il faudrait se résoudre, mais comme la voie la plus sûre vers l'émancipation et l'autonomisation de toutes et tous (et pas seulement d'une élite restreinte libérée des contraintes de la vie quotidienne grâce au travail des autres).

Ce point de vue n'est pas complètement nouveau (on trouve certaines inspirations chez Ivan Illich par exemple), pas plus que ne l'est la défense d'un retour à la terre. De telles idées ont été portées par les vagues de néo-ruraux qui se sont succédé depuis les années 1960¹⁶. Mais la vague actuelle montre une certaine vigueur¹⁷. Un nombre croissant de personnes considèrent que leur émancipation ou la conquête de leur autonomie passent par un retour à une forme de vie paysanne. Il y a encore loin des idées au passage à l'acte, mais certains, comme Berlan lui-même, qui habite une yourte dans le Tarn¹⁸, tentent de mettre leurs idées en accord avec leur vie quotidienne. La ZAD de Notre-Dame-des-Landes apparaît ici comme le nouveau Larzac. Et derrière ce symbole émergent des initiatives inspirées par le municipalisme

¹⁴ Berlan a développé une critique charpentée d'*Abondance et Liberté* dans la revue *Terrestre* : [Réécrire l'histoire, neutraliser l'écologie politique \(terrestres.org\)](#), critique à laquelle Charbonnier a répondu par [Faire la guerre ou faire la paix \(terrestres.org\)](#).

¹⁵ Ces liens sont particulièrement évidents à la lecture des réflexions de *Quotidien politique (op. cit.)*

¹⁶ Voir les travaux cités ci-dessus de Catherine Rouvière.

¹⁷ Voir les travaux du réseau Espace rural et projet spatial et par exemple cet ouvrage : [Transitions économiques et nouvelles ruralités – Espace Rural & Projet Spatial \(archi.fr\)](#).

¹⁸ Cette information illustre un article de *Libération* consacré à *Terre et Liberté* : [Aurélien Berlan: qui sème bien, bâtit bien – Libération \(liberation.fr\)](#).

ou le mouvement des communs ainsi que des projets d'écohamaux ou de centres agroécologiques.

La métropole et l'urbanisation planétaire

La géographie de ces initiatives est le négatif de l'image dessinée par les centres des métropoles. Elles prennent place avant tout dans les territoires ruraux, les villages, les petites villes, partout où la pression foncière demeure suffisamment faible pour permettre l'accès à la terre. Difficile en effet de construire un rapport paysan au monde au cœur d'une grande ville. Les jardins partagés, les associations tournées vers l'échange non-marchand se développent aussi dans les métropoles, mais la pression foncière limite les possibilités (même si elles sont loin d'être négligeables, on y reviendra en conclusion¹⁹). Surtout, les villes sont particulièrement dépendantes de systèmes techniques complexes, pour l'énergie, l'alimentation ou l'eau. Et plus les villes sont grandes, plus elles sont des métropoles, plus cette dépendance est forte et difficile à surmonter.

Cette géographie de la décroissance en actes, des initiatives écologiques les plus radicales, contribue à diffuser l'idée que les grandes villes ne sont pas l'avant-garde de la résolution des crises écologiques, mais qu'elles sont au contraire le problème. Les arguments portés par des organismes tels que le C40 sont renversés. Avec les 600 millions d'habitants de ses membres (soit moins de 8 % de la population de la planète), le C40 revendique 25 % du PIB mondial, et aussi 70 % des émissions de gaz à effet de serre. Pour le C40 c'est la preuve que le problème doit d'abord être traité par les grandes villes du monde. Mais pour d'autres, c'est la preuve que ces villes sont le cœur du problème, car leur bilan carbone désastreux est lié à des dépendances dont elles ne peuvent pas se libérer. Un exemple souvent donné est la dépendance alimentaire, avec une autonomie réduite à quelques jours dans les plus grandes villes, et des produits alimentaires qui viennent pour l'essentiel d'autres pays, voire d'autres continents. Vecteurs et symboles de la délocalisation des attaches environnementales des citoyens, les transports focalisent également les critiques, d'autant qu'ils représentent en France environ 30 % des émissions de gaz à effet de serre, et ceci sans compter les infrastructures ni l'énergie consommée par l'industrie du pétrole, sans compter non

¹⁹ On peut à ce stade signaler les travaux de Flaminia Paddeu sur l'agriculture urbaine : [La campagne à la ville - La Vie des idées \(laviedesidees.fr\)](http://laviedesidees.fr).

plus l'énergie dépensée hors de France (pour fabriquer les voitures ou pour extraire le pétrole).

Ces dépendances sont un aspect central de la nouvelle critique écologique des grandes villes. Dans la perspective développée par Berlan, les retours à des formes de vie paysanne ne visent pas seulement le développement d'une agriculture plus écologique, il s'agit aussi de retrouver de l'autonomie en relocalisant ce qui a été délocalisé. Chez les géographes qui s'inscrivent dans ce cadre de pensée, la critique se focalise sur les métropoles plutôt que sur les grandes villes pour mieux souligner l'étendue géographique des dépendances qu'il s'agit de revoir. D'une part, comme expliqué dans l'encadré, les grandes villes deviennent métropoles en rayonnant sur un vaste territoire, ce qui est source d'étalement urbain et de dépendance automobile. D'autre part, ce rayonnement est lui-même le résultat de la mondialisation des échanges. Pour pouvoir jouer un rôle significatif dans une économie devenue planétaire, il faut rassembler des énergies, des forces et pour cela il faut dominer un vaste arrière-pays, campagnes incluses.

La nouvelle critique écologique des métropoles est ainsi étroitement entremêlée avec la critique de la mondialisation et de l'urbanisation généralisée ou planétaire²⁰. L'urbanisation est souvent réduite à la densité, aux concentrations humaines, mais elle est avant tout un processus de mise en relation de territoires. Avec l'urbanisation, des territoires très différents et très éloignés deviennent mutuellement dépendants. Les banlieues résidentielles sont ainsi non seulement reliées à des parcs d'activité et à des pôles commerciaux, mais aussi à des terres d'agriculture intensive, des forêts industrielles ou des carrières. Et avec la mondialisation, ces interdépendances se sont ramifiées sur toute la surface du globe. Les premiers foyers du SARS-CoV 2 l'ont bien montré, en reliant très vite un marché de Wuhan à la station de ski alpine des Contamines, en passant par Singapour où un médecin britannique avait participé à une conférence²¹.

²⁰ Voir les réflexions du collectif mexicain Conseil nocturne, relayées en France par la revue *Lundi.am* : [Habiter contre la métropole - Conseil Nocturne \(lundi.am\)](#).

²¹ Pour une analyse plus détaillée de la diffusion du SARS-COV 2, voir : [La mondialisation du confinement - La Vie des idées \(laviedesidees.fr\)](#).

Désurbaniser le monde ?

Avec la métropole, c'est donc l'extension planétaire de l'urbanisation qui est aussi visée. Faburel le dit clairement : il faut quitter les grandes villes pour tout à la fois « désurbaniser la terre » et « démondialiser la ville »²². C'est là une position peu orthodoxe à gauche. De ce côté de l'échiquier politique, la référence reste le « droit à la ville », ouvrage manifeste publié en 1968 par le philosophe marxiste hétérodoxe Henri Lefebvre. Ce droit mérite qu'on s'y arrête, car il est lui-même fondé sur une critique de l'urbanisation.

Dès les années 1950, des intellectuels ont contesté la destruction des quartiers anciens menée au nom de la modernité, montrant qu'elle servait avant tout les intérêts de l'industrie capitaliste (il faut adapter la ville à l'automobile disait Pompidou en 1971). Les situationnistes, avec leurs dérives, ont alors fait de la ville ancienne l'antidote. Celle-ci a été défendue comme lieu de rencontres, d'échanges non réduits à une valeur marchande ou à une utilité économique, avec au fil de ces rencontres la possibilité d'une émancipation. Au cœur de ces discussions, Henri Lefebvre a proposé le droit à la ville, pour contrer un urbanisme froidement technocratique et inféodé aux logiques économiques. D'autant qu'en parallèle de voir la ville comme lieu d'émancipation, il la voyait également comme le cœur battant des luttes sociales, le lieu privilégié des révolutions. Ces idées, relayées notamment par le géographe David Harvey, allaient passer à la postérité et font encore référence dans le monde entier.

La pensée de Lefebvre était toutefois peu soucieuse d'écologie. Le philosophe faisait du reste l'apologie du gaspillage, contre les logiques fonctionnaliste et rationaliste qui caractérisent l'économie capitaliste²³. En outre, le succès du droit à la ville n'a été que de papier. Malgré les alertes de Henri Lefebvre, la grande ville est devenue métropole. Non seulement elle règne sur une urbanisation devenue planétaire, mais ses espaces publics sont devenus des temples de la consommation et du tourisme.

La gentrification est sans doute l'incarnation la plus tangible de ces transformations. La métropolisation a bouleversé la géographie des classes supérieures, qui se sont concentrées dans les cœurs des grandes villes. Celles-ci, notamment les fractions à fort capital culturel, sont venues occuper les quartiers

²² Ce sont là les sous-titres du livre *Les Métropoles barbares* (*op. cit.*).

²³ Cette apologie est présente dans *Le Droit à la ville*. On la retrouve dans un entretien publié en 1983 dans la revue *Villes en parallèle* : [Henri LEFEBVRE répond à V.E.P \(persee.fr\)](http://persee.fr).

populaires proches des centres. Le processus amorcé dans les années 1970 en France, a d'abord été perçu comme une opportunité, y compris à gauche où on l'a vu comme un retour en grâce des centres anciens et de l'urbanité, dans un contexte de désillusion croissante face à l'urbanisme des ZUP et des ZAC. La montée en puissance de la gentrification et l'embourgeoisement généralisé des grands centres urbains ont toutefois changé la donne. Dans les années 2010, le débat public a basculé²⁴. En France comme ailleurs, empêcher la gentrification, terme encore réservé à la littérature spécialisée il y a 10 ans, est devenu un enjeu majeur des luttes dites « urbaines ».

Cependant, comme on vient de le voir, de plus en plus de mouvements inspirés par l'écologie politique jugent ces luttes perdues d'avance et, surtout, doutent de leur pertinence politique. Ils privilégient la construction de projets sociaux et écologiques loin des métropoles. Pour ces mouvements, c'est seulement à distance d'elles que l'on peut espérer renverser l'urbanisation généralisée et l'ordre économique dont les métropoles sont les vaisseaux amiraux.

L'horizon surplombant de l'effondrement

La déconstruction des discours vantant les mérites écologiques des grandes villes est bienvenue, mais jusqu'où faut-il suivre les appels à l'exode urbain, à l'abandon des métropoles ? Peut-on faire fi de ce que notre civilisation doit aux grandes villes²⁵ ? Peut-on sérieusement défendre un programme politique qui consiste à les vider ? Plus encore, un tel programme a-t-il un sens dans les nombreux pays où la vie paysanne est une vie de misère et la ville l'espoir d'une vie meilleure ?

Ces questions sont complexes et renvoient à des débats aussi anciens que vastes sur la bonne taille des villes et la valeur morale des vies qui y sont menées²⁶. Dans les débats actuels, un argument est de plus en plus souvent considéré comme décisif : l'imminence de l'effondrement. Pour beaucoup de celles et ceux qui appellent au retour à la terre, voire à un ré-empaysannement, la discussion sur les bénéfices de la

²⁴ Un moment important a été la publication par Anne Clerval en 2013 de *Paris sans le peuple* : [Paris sans le peuple - Anne Clerval - Éditions La Découverte \(editionsladecouverte.fr\)](https://www.editions-ladecouverte.fr/).

²⁵ Sur le plan philosophique, l'une des critiques les plus pointues de *Les Métropoles barbares* (*op. cit.*) a récemment été livrée par Thomas Bolmain dans le dernier numéro de *Dérivations*, publié en 2023.

²⁶ Pour y voir un peu clair, on peut se référer aux actes d'un colloque sur l'urbaphobie qui s'est tenu à Cerisy en 2007 : [Antiurbain. Origines et conséquences de l'urbaphobie | Centre Culturel International de Cerisy \(cerisy-colloques.fr\)](https://www.cerisy-colloques.fr/).

métropolisation deviendra bientôt oiseuse, car il n'y aura plus le choix. Les crises écologiques, et notamment l'épuisement des ressources naturelles, vont, à brève échéance, conduire à un effondrement des sociétés actuelles. Faute de ressources énergétiques suffisantes, une grande part des chaînes économiques s'effondreront. Une décroissance radicale s'imposera si l'on ne s'y engage pas volontairement et elle sera d'autant plus dévastatrice qu'elle n'aura pas été préparée²⁷. S'alimenter deviendra une lutte quotidienne.

On peut voir dans la collapsologie ou l'effondrisme des formes de millénarisme. On peut en souligner les dérives survivalistes²⁸. La perspective de la catastrophe a cependant des fondements scientifiques²⁹, incarnés notamment par l'idée de limites planétaires³⁰. Cette perspective a en outre une résonance mondiale, qui lui donne une puissance inédite. Ceci d'autant plus que, selon le politiste Luc Semal, la crainte de l'effondrement est au cœur de l'histoire de l'écologie politique³¹.

Pour autant, prendre au sérieux la possibilité d'un effondrement ne suffit pas à trancher le débat sur les métropoles. Que des temps difficiles s'annoncent est une certitude. Il reste qu'il est délicat de prévoir comment les sociétés feront face. Sans rentrer dans le détail d'un débat très vaste, qui dépasse largement le cadre de cet article, les conséquences des crises écologiques dépendront des pratiques sociales, de la technique, des échanges économiques et des jeux politiques. Difficile d'y voir clair dans un tel entrelacs de causes et d'effets. C'est d'ailleurs sans doute cette incertitude qui fait le succès des mises en cause radicale des styles de vie actuels. Personne aujourd'hui ne peut sérieusement prétendre que la technique permettra d'éviter des modifications majeures de l'ordre économique et politique mondial. Dans ce contexte inquiétant, la décroissance est certainement la voie la plus sûre, et donc la plus rassurante, d'éviter la catastrophe.

Pour autant un ré-empaysonnement massif est-il possible ? Difficile d'envisager un grand déménagement vers des villes de moins de 30 000 habitants, surtout à l'échelle de la planète. Et au-delà des obstacles pratiques, le problème est

²⁷ Voir entre autres les réflexions prospectives de David Holmgren, figure centrale de la permaculture : [Future Scenarios - Community adaption to Peak Oil & Climate Change \(holmgren.com.au\)](http://FutureScenarios-CommunityadaptiontoPeakOil&ClimateChange(holmgren.com.au)).

²⁸ À la suite par exemple de Pierre Charbonnier : [Splendeurs et misères de la collapsologie | Cairn.info](http://Splendeurs-et-miseres-de-la-collapsologie|Cairn.info)

²⁹ Voir notamment les enquêtes de Cyprien Tasset : [L'effondrement et ses usagers | Cairn.info](http://L'effondrement-et-ses-usagers|Cairn.info)

³⁰ Sur ce sujet, on peut se reporter aux travaux d'Aurélien Boutaud et Natacha Gondran : <https://www.calameo.com/cerdd/read/00618143283251e3ae4f1>

³¹ Voir [Face à l'effondrement - Luc Semal - Ecologie en questions \(L'\) - Format Physique et Numérique | PUF](http://Face-a-l'effondrement-Luc-Semal-Ecologie-en-questions(L)-Format-Physique-et-Numérique|PUF)

philosophique. Les dépendances entre territoires construites avec l'urbanisation ne sont pas toutes négatives. Et à l'inverse la relocalisation n'est pas toujours souhaitable.

La ruralité tout contre l'urbanité

L'urbanisation est un processus complexe et ambivalent. En témoigne son rôle déterminant dans l'actuel renouveau rural. Ce que les médias ont appelé « exode urbain » après le grand confinement de 2020, a en réalité été une extension de l'urbanisation des campagnes. Selon les dernières enquêtes disponibles³², les confinements n'ont pas modifié la structure des flux résidentiels. La crise sanitaire a surtout conforté l'attrait des périphéries rurales des villes (les couronnes périurbaines dans le langage des géographes). Le télétravail a ici ouvert de nouveaux horizons, notamment pour les catégories aisées. Avec le télétravail, la carte des résidences secondaires tend à recouvrir celle du périurbain. Au lieu de se déplacer une heure tous les jours pour aller travailler, on peut prendre le train deux fois par semaine et ainsi s'installer dans un village d'autant plus charmant qu'il était demeuré jusque-là à l'écart de la périurbanisation et de son cortège de lotissements pavillonnaires. À présent, partout dans les campagnes, des cafés ou des usines désaffectées se transforment en tiers lieux accueillant des télétravailleurs connectés sur les métropoles. Paris, en particulier, a étendu son emprise sur l'ensemble de la France.

Dans ces dynamiques, le poids des projets de rupture avec les modes de vie dominants demeure très mesuré. La visibilité de ces projets est en partie déformée par la structure des communes rurales : en France, près de 30 000 communes ont moins de 2000 habitants ; 18 000 ont moins de 500 habitants. Or, dans une petite commune, l'action de quelques dizaines de personnes a un impact fort et visible. Par conséquent, quelques dizaines de milliers de personnes peuvent porter une myriade d'initiatives localement très visibles et donner l'impression d'un mouvement d'ampleur³³. Là réside d'ailleurs l'une des explications du décalage entre les chiffres et les discours médiatiques sur l'exode urbain.

³² Voir la synthèse des travaux de trois équipes de chercheurs financés par le programme POPSU : [DP_EXODEURBAIN_0.pdf \(archi.fr\)](#).

³³ Dans *Indécence urbaine (op. cit.)*, Faburel estime qu'il existe, projets compris, environ un millier d'écolieux et autres écovillages « réunissant tout au plus quelques dizaines de milliers de personnes » (p. 210). A cela s'ajoutent quelques centaines de « communautés intentionnelles » telles que les ZAD.

L'urbanisation et les métropoles font-elles obstacle à ces initiatives ? Pour qu'elles prennent de l'ampleur, faut-il appeler à l'avènement d'une ère « post-urbaine »³⁴ ? On peut être dubitatif. D'abord, les dépendances associées à l'urbanisation ne sont pas toutes néfastes. Comme l'a souligné Anselm Jappe dans une recension critique de *Terre et liberté* : « Au-delà d'une agriculture de subsistance, quel niveau de « civilisation » vise-t-on ? Déjà la production de vélos nécessite une organisation complexe (métaux, gomme, etc.) »³⁵. De ce point de vue, c'est moins l'urbanisation qui pose problème que son intensité, son extension spatiale. C'est une chose de se demander s'il faut que les pièces des vélos assemblés en France soient fabriquées au Cambodge ou en Chine par une entreprise japonaise, c'en est une autre d'espérer produire intégralement des vélos dans des communautés paysannes. Les exemples pourraient être multipliés. Face aux crises écologiques, les oppositions trop sommaires à la technique laissent quelque peu démuni.

Ensuite, une relocalisation radicale expose au risque de repli sur des communautés locales essentialisées. Un tel risque est d'autant plus sérieux que les mouvements conservateurs voire réactionnaires qui défendent de tels replis séduisent de plus en plus³⁶. Or l'urbanisation prémunit contre ce risque. Avec l'urbanisation, vivre à la campagne n'implique plus autant qu'auparavant une dépendance à la proximité. Jusque récemment là encore, s'installer à la campagne, rejoindre un village ou une communauté impliquait une fermeture sociale forte. Aujourd'hui, les communautés locales n'imposent plus nécessairement à leurs membres un horizon social bouché. Grâce à la mobilité quotidienne et aux réseaux sociaux, il est possible de vivre dans un village tout en ayant des liens divers et multiples³⁷. La néo-ruralité d'aujourd'hui n'est plus autant que dans les années 1970 une sécession d'avec l'urbanité et le monde des villes. Ce changement est au cœur de la force émancipatrice

³⁴ Voir Les États généraux pour une société écologique post-urbaine : [Présentation | Posturbain \(post-urbain.org\)](#).

³⁵ Cette recension est accessible sur le blog Palim Psao : [À propos de « Terre et liberté » d'Aurélien Berlan, par Anselm Jappe \(recension\) - Critique de la valeur-dissociation. Repenser une théorie critique du capitalisme \(palim-psao.fr\)](#).

³⁶ Voir les réflexions d'Antoine Dubiau sur la manière dont les mouvements de droite investissent les questions écologiques : [Antoine Dubiau Écofascismes | Editions Grevis \(bigcartel.com\)](#).

³⁷ C'est ce qu'Antoine Brès et Béatrice Mariolle, dans une recherche récente, ont appelé le « local déployé » : <https://www.urbanisme-puca.gouv.fr/le-local-deploie-les-campagnes-au-prisme-de-l-a2681.html>

nouvelle de la néo-ruralité. Elle permet de nouer des liens autrefois réservés à la grande ville (les travaux sur l'homosexualité en milieu rural le montrent bien³⁸).

Plus encore, c'est par les possibilités de mises en réseau, de contacts à des échelles et dans des lieux libérés de la contrainte de la communauté villageoise, que les mouvements néo-ruraux pourraient faire réussir ce qu'Erik Olin Wright a appelé une stratégie interstitielle³⁹, c'est-à-dire une stratégie fondée sur la multiplication d'initiatives locales à l'écart du système dominant jusqu'à le vider de sa substance. Une telle stratégie, fondée sur la sécession, a un point faible : sa difficulté à véritablement faire masse. Les possibilités de liens apportées par les réseaux sociaux ouvrent ici des perspectives nouvelles.

Dans ce cadre, on voit mal ce qu'apporterait la désurbanisation prônée par des auteurs comme Faburel. On voit mal également comment maintenir les infrastructures des réseaux sociaux sans conserver une certaine dépendance à la technique. Si sa critique des métropoles invite à un débat utile, sa radicalisation pose question. Jusqu'où faire fi du potentiel émancipateur acquis par les campagnes à la faveur de leur urbanisation ? Jusqu'où faire fi des développements techniques liés à l'ordre urbain du monde ? S'il faut miser sur des formes de « ré-empaysannement », c'est moins pour faire advenir un ordre post-urbain que pour redéfinir l'urbanisation à partir de sa part campagnarde.

Reconvertir les métropoles par leurs périphéries

Pour ne pas terminer cet article sur une incantation, on insistera sur deux modalités possibles d'un tel ré-empaysannement en reconvertissant les métropoles plutôt qu'en les quittant. La première renvoie à la biorégion. Cette idée structure d'ores et déjà de nombreux scénarios prospectifs⁴⁰. Avec la biorégion, des groupes écologistes

³⁸ Voir les travaux de Colin Giraud [La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme \(openedition.org\)](#) et d'Alexis Annes : [Des `` gays `` très `` hétéros `` ou comment développer une identité masculine homosexuelle quand on a grandi à la campagne 1 \(hal.science\)](#)

³⁹ Voir la recension d'Utopies réelles par Julien Talpin pour La vie des idées : [La vie rêvée des sociétés - La Vie des idées \(laviedesidees.fr\)](#)

⁴⁰ Un scénario « post-métropolitain » a été développé autour de Sabine Barles pour le PIREN-Seine : [Un bassin post-métropolitain ? \(2021-2022\) | Piren-Seine](#). Voir également les réflexions de l'Institut momentum autour d'Agnès Sinai : [Biorégion 2050. L'Ile-de-France après l'effondrement : le rapport intégral - Institut Momentum](#)

radicaux californiens ont, dans les années 1970, proposé d'inscrire les lieux d'habitation dans des écosystèmes les plus circonscrits possible. L'objectif n'est pas une autarcie régionale, mais de se soucier des interdépendances à l'échelle régionale, notamment pour l'eau, l'énergie ou l'alimentation et de s'efforcer de boucler autant que possible les cycles. Cette définition très générale peut ouvrir sur des perspectives politiques très variées⁴¹, dont des interprétations conservatrices, essentialisant des régions supposées naturelles (y compris bien sûr dans leur peuplement)⁴². À gauche, schématiquement, une conception radicale, très critique de la métropolisation⁴³, s'oppose à l'école des territorialistes italiens qui s'inscrivent dans une perspective plus réformiste, dans laquelle les métropoles conservent leur place⁴⁴. On retrouve ici la discussion exposée dans cet article. Cela étant, à distance des débats théoriques, les campagnes périurbaines voient d'ores et déjà leurs relations aux Métropoles évoluer. Les gouvernements métropolitains cherchent de plus en plus à coopérer avec les collectivités territoriales voisines pour l'agriculture et l'alimentation, l'énergie ou la gestion de l'eau. Ce faisant, les campagnes périurbaines se rapprochent du centre du jeu politique. Certaines portent une autre perspective sur l'urbanisation, potentiellement plus réceptive à la nouvelle critique écologique des métropoles.

Seconde transformation possible des métropoles : la relocalisation des attaches au monde via une reconversion des espaces libres des grands ensembles⁴⁵, des jardins des copropriétés, ou encore des quartiers pavillonnaires. Depuis le début des années 2000, l'un des fondateurs de la permaculture, David Holmgren, propose d'appliquer ses principes là où les gens vivent et disposent d'espaces cultivables, soit dans les banlieues pavillonnaires. Le mouvement, dénommé Retrosurbia⁴⁶, a donné naissance à des initiatives assez marquantes, combinant quête d'autonomie et usages raisonnés de dispositifs techniques (à commencer par les panneaux solaires ou les méthaniseurs). À Perth ou à Melbourne, certains parviennent, avec l'appui de diverses

⁴¹ Voir notamment un ouvrage dirigé par Ludovic Duhem rassemblant des textes de différents courants [Design des territoires - L'enseignement de la Biorégion](http://openedition.org) (openedition.org)

⁴² Voir l'ouvrage déjà cité Antoine Dubiau.

⁴³ Voir cet entretien déjà cité avec Matthias Rollot, qui a largement contribué à la diffusion en France des thèses nées en Californie : [Face à la bataille de l'eau, l'hypothèse biorégionaliste | Terrestres](#).

⁴⁴ Cette école s'est formée autour d'Alberto Magnaghi, récemment disparu. Voir : [PAP40 – Le territoire au cœur de la pensée et de l'action : l'école territorialiste italienne](#) (citego.org).

⁴⁵ Voir le programme quartiers fertiles lancé par l'Agence nationale de la rénovation urbaine : [Des « solutions fondées sur la nature » dans un quartier de grands ensembles \(...\) - Métropolitiques](#) (metropolitiques.eu).

⁴⁶ Voir les différentes études de cas présentées sur ce site : [Case Studies - RetroSuburbia](#). Voir aussi la présentation sur le site de *La Vie des idées* de l'exposition « Taking the country's side » : [La permaculture est un urbanisme - La Vie des idées](#) (laviedesidees.fr).

organisations collectives locales, à une autonomie significative sur des parcelles de moins de 1 000 m²⁴⁷. Or il s'agit de la taille moyenne des parcelles dédiées au logement dans le périurbain, et si tous les ménages disposaient d'une telle parcelle, l'occupation urbaine des sols serait en France de 11 % (jardins cultivés inclus) contre 9 % actuellement⁴⁸. Des recherches restent à mener pour éclaircir les domaines du possible, mais il semble envisageable de changer fortement, voire radicalement de mode de vie sans pour autant quitter les métropoles. La piste est d'autant plus intéressante qu'elle valorise une forme d'habitat qui accueille deux tiers des Français et dont rêvent une bonne part des autres (certes, dans ces rêves, le jardin n'est pas cultivé, mais les bases d'une transformation existent puisque 19 % des ménages disposent d'un potager ou d'un verger⁴⁹).

Il ne s'agit ici que d'exemples parmi d'autres. De nombreuses initiatives existent, plus ou moins collectives et de portées variables, autour de l'énergie, du commerce, de la mobilité. Pour l'instant, le potentiel transformateur de ces dynamiques reste très incertain. Loin des idéaux biorégionalistes, les villages proches des métropoles votent beaucoup pour le rassemblement national, et les personnes qui ne votent pas pour ce parti sortiront difficilement de l'abstention. L'écologie politique est particulièrement atone dans les campagnes et les banlieues pavillonnaires. Et là où elle est dynamique, elle n'est pas exempte de risques sociaux. L'attrait de la néoruralité devient de plus en plus évident chez les plus favorisés. Si le goût de la bourgeoisie pour les corps de ferme et autres belles demeures villageoises est ancien, ce n'est plus uniquement un cadre de vie qui est apprécié. La campagne attire non seulement comme possible refuge en cas d'effondrement⁵⁰, mais aussi, et surtout, pour changer de style de vie. En témoigne le succès du magazine *Regain*⁵¹ où des publicités pour Chanel et Rolex se mêlent à des articles sur des centres agroécologiques, ou des écolieux. En réalité, la gentrification, qui a fait du succès du droit à la ville une victoire à la Pyrrhus, pourrait bien faire de même avec les villages où se développent les « alternatives ». La gentrification rurale avance depuis déjà plusieurs années au-delà

⁴⁷ Un des modèles est Ecoburbia dans la banlieue de Perth sur une parcelle de 970 m² : [Our Vision: a Sustainable Life | Ecoburbia](#).

⁴⁸ Pour le détail du calcul : [L'artificialisation est-elle vraiment un problème quantitatif? \(hal.science\)](#)

⁴⁹ D'après des données de l'Insee datées de 2017. Voir : [En 2017, 20 % des ménages ont consommé des produits alimentaires de leur propre production ou de celle d'un autre ménage - Insee Focus - 236](#).

⁵⁰ Sur ce dernier point voir : [L'« exode urbain », extension du domaine de la rente - Métropolitiques \(metropolitiques.eu\)](#).

⁵¹ *Le Monde* s'est récemment fait l'écho de ce succès : « [Regain](#) », le journal de campagne de Daphné Héazard ([lemonde.fr](#)).

des zones touristiques les plus connues⁵², jusque dans les hauts-lieux de la contestation et des stratégies interstitielles, comme le plateau de Millevaches⁵³. D'où l'idée de « droit au village » dont l'un des objets serait de prémunir les campagnes d'une appropriation trop inégale de leurs ressources⁵⁴. En tout cas, il ne suffira pas d'appeler à de nouvelles alliances entre villes et campagnes pour assurer la reconversion écologique des métropoles⁵⁵.

Publié dans lavedesidees.fr, le 17 2023.

⁵² Pour une première approche du sujet en France on peut se reporter à : [La gentrification rurale, un regard critique sur les évolutions des campagnes françaises — Géoconfluences \(ens-lyon.fr\)](#).

⁵³ La question a suscité il y a quelques années un vif débat entre chercheurs et néo-ruraux : [Articles - La Montagne limousine est-elle victime de gentrification ? - Journal d'information et de débat du plateau de Millevaches \(journal-ipns.org\)](#).

⁵⁴ Il s'agirait aussi de valoriser les dynamiques locales. Une des approches les plus approfondies à ce stade a été publiée par Eve-Anne Bühler, Ségolène Darly et Johan Milian. Voir : [jssj.org/article/arenes-et-ressources-du-droit-au-village-les-ressorts-de-lemancipation-dans-les-campagnes-occidentales-au-21eme-siecle/](#).

⁵⁵ Je remercie Max Rousseau pour sa relecture critique d'une première version de ce texte. Je remercie également la rédaction de *La Vie des idées*.